

**PREFECTURE
DES BOUCHES-DU-RHONE**

République Française

**DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DU CADRE VIE**

Marseille, le 15 OCT. 1998

Bureau de l'Environnement

Dossier suivi par : Mme CONSOLE

Tél. : 04.91.15.69.32

n° 98-376/52-1998-A

**ARRETE
imposant des prescriptions complémentaires
à la Société S.A. PAPETERIES ETIENNE en ARLES**

**LE PREFET DE LA REGION PROVENCE, ALPES, COTE D'AZUR,
PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE,
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,**

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée, relative aux Installations Classées pour la protection de l'Environnement,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié,

VU l'arrêté ministériel du 6 janvier 1994 relatif à l'industrie papetière,

VU les arrêtés préfectoraux n° 82-1973 du 23 septembre 1975, n° 61-1982-A du 6 décembre 1982 et n° 85-148/49-1985-A du 30 octobre 1985 autorisant la Société S.A. PAPETERIES ETIENNE à exploiter une usine de fabrication de papier à onduler en ARLES,

VU l'avis du Sous-Préfet d'ARLES du 11 août 1998,

VU le rapport du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement du 21 août 1998,

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène du 8 octobre 1998,

CONSIDERANT qu'il y a lieu de fixer à la Société S.A. PAPETERIES ETIENNE des prescriptions complémentaires adaptées aux dispositions de l'arrêté ministériel du 6 janvier 1994 et aux conditions de fabrication actuellement pratiquées dans l'usine,

SUR la proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

ARRETE

ARTICLE 1er

La S.A. PAPETERIES ETIENNE, sise 29, Avenue de Camargue - B.P. 97 - 13632 - ARLES CEDEX est autorisée à exploiter une usine de fabrication de papier à onduler, dont la capacité maximale de production est limitée à 320 tonnes/jour portée exceptionnellement à 370 tonnes/jour, sans modification des installations de fabrication existantes, durant la période d'instruction d'une nouvelle demande d'extension à 700 tonnes/jour dont le dossier recevable devra être déposé en Préfecture dans les deux mois suivant la date de notification du présent arrêté.

Cette unité soumise à autorisation relève des rubriques suivantes :

Rubriques	Désignation de l'activité	Grandeurs caractéristiques	Régime
329	Papiers usés ou souillés - stockage et tri. La quantité emmagasinée est supérieure à 50 t	28 000 tonnes	A
2430.2	Préparation de la pâte à papier 2. Autres pâtes	Capacité maxi : 800 tonnes/jour	A
2440	Fabrication de papier carton	machine 1 :120 t/j machine 3 :250 t/j total 370 t/j	A
1530.1	Dépôts de papier, carton ou matériaux combustibles analogues , la quantité stockée étant : 1. Supérieure à 20 000 m ³	Vieux papiers : 28 000 t Produits finis : 7 500 t	A
2920.2.b	Réfrigération ou compression (installation de) La puissance absorbée étant : 2 b) supérieure à 50 kW mais inférieure ou égale à 500 kW	P. installée : 2 x 110 kW + 1 x 110 kW en secours	D
2910.A.2	Combustion A. L'installation consomme exclusivement seul ou en mélange du gaz naturel. 2. Supérieur à 20 MW.	1 chaudière gaz 32.6 MW 1 chaudière gaz 6.9 MW Total : 39.5 MW	A
1630	Soude (emploi ou stockage) Quantité totale inférieure à 100 t	Déminéralisation : 18 t Station : 60 t	NC
253 (1430)	Liquides inflammable (dépôts de) Catégorie 1	Fuel léger : 1 cuve de 8 m ³ Fuel lourd : 1 cuve 40 m ³ 1 cuve 1000 m ³ inutilisée Essence : 1 cuve 4 m ³ Gasoil : 1 cuve 2 m ³ 1 cuve 12 m ³	D
1434	Liquides inflammables (installation de remplissage ou de distribution). Supérieure à 1 m ³ /h mais inférieure à 20 m ³ /h	1 poste de distribution de super carburant 1 poste de distribution de gasoil	D
1411.3	Gazomètres et réservoirs de gaz comprimé renfermant des gaz inflammables La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 3. Supérieure ou égale à 1 t mais inférieure à 10 t	Méthane : 1 gazomètre 100 m ³	D
1611	Acide chlorhydrique à plus de 20 % (emploi ou stockage) Inférieure à 50 tonnes	1 cuve de 18 tonnes	NC
1418	Acétylène (stockage ou emploi de) Inférieure à 100 kg	15 bouteilles de 6 m ³	NC
1220	Oxygène (emploi et stockage de) Inférieur à 2 tonnes	15 bouteilles de 6 m ³	NC
1720. 4b	Substances radioactives (utilisation) sous forme de sources scellées Krypton 85 - Groupe 4	Nombre de sources : machine 1 :1 x 9.25 GBq machine 3 :1 x 9.25 GBq	NC
2930	Ateliers de réparation et entretien de véhicules et engins à moteur : Surface inférieure à 500 m ²	Environ 270 m ²	NC

A :Activité soumise à autorisation

D :Activité soumise à déclaration

NC: Activité non classée

ARTICLE 2 - DISPOSITIONS GENERALES

Les installations objet du présent arrêté seront situées, installées et exploitées conformément aux dispositions du présent arrêté.

◇ Toute modification apportée par le demandeur, à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du présent arrêté, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation accompagnés de l'avis du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail.

◇ Les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1976 doivent être déclarés dans les meilleurs délais à l'Inspection des Installations Classées conformément aux dispositions de l'article 38 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977.

◇ Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté doit être immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

◇ Les dispositions de l'arrêté du 6 janvier 1994 relatif à l'industrie papetière sont applicables sauf dispositions particulières reprises dans le présent arrêté.

ARTICLE 3 - DISPOSITIONS PARTICULIERES

3.1 - Pollution de l'eau

3.1.1 - Définition

Les rejets de l'établissement comportent :

- ◇ Les eaux pluviales non susceptibles d'être polluées (toitures ¼).
- ◇ Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (parc vieux papiers ¼).
- ◇ Les eaux de refroidissement.
- ◇ Les eaux sanitaires et domestiques.
- ◇ Les eaux usées de procédé.

3.1.2 - Collecte

Les diverses eaux sont collectées dans un réseau séparatif de caniveaux et acheminées selon leur nature, vers une installation de traitement ou directement vers le milieu récepteur.

L'usine rejette ses effluents liquides au travers de quatre émissaires aboutissant au Rhône :

- ◇ le rejet R1 : draine les eaux de refroidissement des machines ainsi que les eaux pluviales des bâtiments des machines,
- ◇ le rejet R2 : point de rejet des eaux en sortie station d'épuration,
- ◇ le rejet R3 : concerne les eaux de refroidissement ainsi que les eaux pluviales de l'atelier vieux papiers,
- ◇ le rejet R4 : point de rejet des eaux pluviales du parc vieux papiers.

3.1.2.1 - Eaux pluviales non susceptibles d'être polluées

Ce sont essentiellement les eaux de toitures. Elles sont rejetées directement au Rhône par les émissaires R1 et R3.

3.1.2.2 - Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Les eaux pluviales du parc vieux papiers sont collectées dans un fossé ceinturant le parc et rejoignent l'émissaire R4.

Les eaux pluviales de voiries, parking ¼ convergent vers les égouts R1 et R3.

Toutes dispositions seront prises afin d'éviter les pollutions et les risques liés à l'entreposage et aux opérations de tri de vieux papiers.

Plus particulièrement :

- ◇ les aires de stockage seront ceinturées par une clôture et une haie d'arbres sur le flanc nord de manière à éviter les envols de vieux papiers,
- ◇ les balles seront entreposées par lots séparés par des allées de circulation suffisamment larges pour permettre l'intervention et la circulation des engins de défense incendie,
- ◇ les balles seront stockées sur des aires étanches.

Avant le 31 décembre 2000, les dispositions suivantes seront effectives :

- ◇ Le fossé entourant le parc vieux papiers sera aménagé pour être capable de recueillir le premier flot d'eaux pluviales (10 premières minutes de l'orage décennal – 60 mm en une heure – sur une surface de 35 000 m², soit environ 350 m³). Les eaux ainsi collectées seront dirigées vers la station d'épuration afin d'être traitées avant rejet au milieu naturel.
- ◇ Les eaux collectées sur cette zone lors de l'extinction d'un éventuel incendie seront confinées et traitées de la même façon.

3.1.2.3 - Eaux de refroidissement

Elles résultent du fonctionnement des machines et des pompes à vide à anneaux liquides.

Les eaux de refroidissement des pompes à anneaux liquides feront l'objet d'un recyclage intégral avant la fin de l'année 1998.

3.1.2.4 - Eaux sanitaires

Elles seront collectées par réseau particulier et dirigées vers des fosses septiques pour traitement avant rejet au milieu naturel.

3.1.2.5 - Eaux usées de procédé

Les eaux de procédé (atelier de trituration, ateliers machines à papiers...) seront collectées. Elles seront recyclées au mieux, soit brutes en fabrication, soit après clarification par flottation et stockage dans un réservoir de 270 m³ dans les réseaux de dilution, de rinçage et de lavage. L'excédent non réutilisé sera traité dans la station de traitement des eaux avant rejet au milieu naturel.

L'exploitant veillera par tous moyens appropriés à minimiser cet excès d'eau.

3.1.3 - Rétentions

Toutes dispositions seront prises pour éviter une pollution accidentelle des eaux superficielles et souterraines. En particulier, les sols des ateliers seront conçus de manière à permettre la collecte et la rétention des produits, des égouttures, des hydrocarbures, etc...

Les adjuvants seront stockés en rétention. Leur préparation et leur manipulation seront étudiées pour éviter toute fuite.

Les réservoirs de produits polluants ou dangereux seront construits selon les règles de l'art et équipés d'une mesure de niveau. Ils feront l'objet des vérifications prévues à l'article 3.2.1 de l'arrêté ministériel du 06 janvier 1994.

Ils seront installés dans des cuvettes de rétention conformes aux dispositions de l'article 3.2.2 de l'arrêté ministériel du 06 janvier 1994.

3.1.4 - Conditions de rejets

Les caractéristiques des eaux épurées rejetées doivent permettre de conserver en tout temps aux eaux superficielles et aux eaux souterraines les objectifs de qualité qui leur sont assignés.

A cet effet, les installations de traitement doivent être :

- ◇ conçues de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations,
- ◇ conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche doivent être mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures doivent être portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Les valeurs limites, mesurées sur les effluents bruts non décantés et avant toute dilution, ne doivent pas dépasser les valeurs fixées au paragraphe ci-après.

Les prélèvements, mesurés et analysés sont réalisés à partir de méthodes de référence sur des échantillons représentatifs du rejet et effectués au plus près du point de rejet.

Pour les polluants ne faisant l'objet d'aucune méthode de référence, la procédure retenue, pour le prélèvement notamment, doit permettre une représentation statistique de l'évolution du paramètre.

La dilution est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

Le rejet direct ou indirect d'eaux usées, même traitées, dans une nappe souterraine est interdit.

Les dispositifs de rejet doivent être aménagés de manière à réduire la perturbation apportée par le déversement au milieu récepteur, à ses abords en fonction de l'utilisation de l'eau, à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci.

Ils doivent permettre la mesure du débit et le prélèvement en continu d'échantillons représentatifs des rejets.

Ces dispositifs doivent être commodément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'Inspection des Installations Classées.

Toutes dispositions seront prises afin d'éviter la remontée des eaux du Rhône à l'intérieur de l'établissement.

3.1.5 - Valeurs limites de rejet

3.1.5.1 - Dès notification du présent arrêté

Le niveau maximal des flux polluants rejetés par l'usine est fixé par le ratio de pollution moyenne mensuelle suivant, qui correspond à la situation constatée au premier semestre 1998 tenant compte du non fonctionnement de la station de traitement anaérobie.

- ◇ MES : 1,9 kg/t
- ◇ DBO₅ : 12,5 kg/t
- ◇ DCO : 24,5 kg/t

Autres niveaux à respecter dès notification du présent arrêté :

- pH (norme NF T 90 008) compris entre 5,5 et 8,5.
- Température inférieure à 30°C, cette température maximale est portée à 35°C en cas de traitement anaérobie.
- Azote global : flux journalier inférieur à 200 kg/j.
- Phosphore total : flux journalier inférieur à 60 kg/j.
- Indice phénols :
 - concentration maximale instantanée inférieure à 0,3 mg/l,
 - flux journalier inférieur à 800 g/j.
- Composés organiques du chlore (AOX) :
 - concentration maximale instantanée inférieure à 5 mg/l si le rejet dépasse 30 g/j,
 - flux journalier inférieur à 8 kg/j.
- Hydrocarbures totaux :
 - concentration maximale instantanée inférieure à 10 mg/l si le rejet dépasse 100 g/j,
 - flux journalier inférieur à 10 kg/j.
- Substances toxiques, bioaccumulables ou nocives pour l'environnement (rejet au Rhône) :
 - telles que listées aux annexes IV.a, à IV.c2 de l'arrêté ministériel du 6 janvier 1994 :
 - substances listées en annexe IV.a : 0,05 mg/l si le rejet dépasse 0,5 g/j,
 - substances listées en annexe IV.b : 1,5 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j,
 - substances listées en annexes IV.c1 et c2 : 8 mg/l si le rejet dépasse 10 g/j.

3.1.5.2 - Premier programme de réduction des flux polluants

Au 30 septembre 1999, le flux polluant général des rejets de l'usine sera de :

- ◇ MES : 1,9 kg/t
- ◇ DBO₅ : 2,5 kg/t
- ◇ DCO : 9,0 kg/t

3.1.5.3 - Second programme de réduction des flux polluants

L'exploitant devra mettre en place, avant la fin de l'an 2000, les dispositions nécessaires afin d'obtenir, au plus tard au 31 décembre 2000, les valeurs de rejet conformes à l'arrêté ministériel du 06/01/94, soit :

- ◇ MES : 1,9 kg/t
- ◇ DBO₅ : 1,9 kg/t
- ◇ DCO : 8,0 kg/t

3.1.6 - Mesures des rejets

L'exploitation doit mettre en place un programme de surveillance de ses rejets. Les paramètres suivants seront mesurés selon la périodicité ci-dessous à partir d'un échantillon représentatif des rejets prélevé sur une durée de 24 h proportionnellement au débit :

- ◇ Débit, pH, température : en continu.
- ◇ MES, DCO : une analyse journalière.
- ◇ DBO₅ : une analyse hebdomadaire.
- ◇ AOX, Hydrocarbures, Azote et Phosphore : une analyse annuelle.
- ◇ COT : avant le 31 mars 1999, le COT devra être mesuré en continu.

Les résultats des mesures doivent être transmis à l'Inspection des Installations Classées selon les modalités en accord avec elle, accompagnés des commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives prévues ou mises en œuvre.

Par ailleurs, l'Inspection des Installations Classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et d'analyses d'effluents liquides. Les frais occasionnés sont à la charge de l'exploitant.

3.2 - Prévention de la pollution de l'air

3.2.1 - Généralités

Toutes dispositions seront prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émissions de fumées épaisses, de buées, de suies, de poussières, de gaz odorants, toxiques ou corrosifs susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses doivent être prises.

Les poussières, gaz polluants, ou odeurs doivent, dans la mesure du possible, être captés à la source et canalisés. Sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, les rejets doivent être conformes aux dispositions du présent arrêté.

Les stockages de produits pulvérulents (amidon, 1/4) doivent être confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents doivent être munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration seront raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants doivent par ailleurs satisfaire la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, dépoussiéreurs..).

Les stockages des autres produits en vrac doivent être réalisés dans la mesure du possible dans des espaces fermés ; à défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception, de la construction et de l'implantation, que de l'exploitation doivent être mises en œuvre.

3.2.2 - Installations de combustion

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 20 juin 1975 relatif à l'équipement et à l'exploitation des installations thermiques en vue de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser l'énergie sont applicables de plein droit à l'établissement.

En particulier, les dispositions suivantes devront être respectées :

- Un appareil agréé de mesure de l'indice de noircissement et de la concentration en poussière sur leur émission de gaz sera installé.
- Le calcul réglementaire fixe la hauteur de la cheminée à 48 mètres ; toutefois, pour tenir compte de l'antériorité des installations, la hauteur effective du conduit (45 m) est considérée comme suffisante, jusqu'à l'éventuelle apparition d'un élément modifiant les conditions d'environnement de l'usine qui serait de nature à justifier une révision de la présente prescription.
- La vitesse d'éjection des gaz de combustion sera d'au moins 12 m/s.

Les valeurs maximales d'opacité et d'empoussièrément des fumées respecteront les valeurs suivantes:

- ◇ Opacité : Indice de noircissement inférieur à 5, sauf fugitivement à l'allumage et aux ramonages discontinus.
- ◇ Indice pondéral : 250 mg/th en période normale.
500 mg/th moins de 400 h/an et 1 g/th moins de 200 h/an, hors période normale.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 5 juillet 1977 relatif à la visite et à l'examen approfondi des installations consommant de l'énergie thermique sont applicables à ces installations.

3.2.3 - Mesures

Un bilan des émissions de gaz à effet de serre émis sur l'ensemble du site sera établi annuellement.

Les résultats de ces contrôles doivent être adressés dans le mois qui suit leur réception à l'Inspection des Installations Classées accompagnés des commentaires nécessaires.

3.2.4 - Odeurs

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour :

- limiter les odeurs provenant du traitement des effluents,
- éviter en toute circonstance, à l'exception des traitements anaérobies, l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement, ou dans les canaux à ciel ouvert. Les bassins, canaux, stockage et traitement des boues, susceptibles d'émettre des odeurs doivent être couverts autant que possible et si besoin ventilés.

3.3 - Prévention des nuisances sonores

■ L'installation doit être construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits aériens ou vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

■ Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 06 janvier 1994 - Titre VIII relatif au bruit émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

■ Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement doivent être conformes aux dispositions en vigueur les concernant en matière de limitation de leurs émissions sonores. En particulier les engins de chantier doivent être conformes à un type homologué.

■ L'usage de tous appareils de communications par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

■ Les niveaux limites de bruit exprimés en dB(A) engendrés par le fonctionnement de l'établissement ne devront pas excéder 70 dB(A) en limite de propriété.

3.4 - Déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour limiter la production de déchets sous produits et résidus de fabrication, tant en quantité qu'en toxicité, et pour assurer une bonne gestion des déchets.

■ L'emploi des technologies propres doit être chaque fois que possible retenu et la valorisation des déchets sera préférée à tout autre mode de traitement, ceci afin de limiter notamment la mise en décharge.

■ Une information et des inscriptions doivent être réalisées à l'attention du personnel pour toutes les opérations ayant trait à la collecte, au tri, à la manutention et au stockage des déchets.

■ Les déchets seront collectés de manière sélective dans les différents ateliers et triés. En particulier, les déchets industriels banals et spéciaux seront stockés séparément de façon claire.

■ Chaque catégorie de déchet sera clairement identifiée et repérée. En particulier, les déchets toxiques ou polluants, seront traités dans des conditions de sécurité équivalentes aux matières premières de même nature, pour tout ce qui concerne le conditionnement, la protection contre les fuites accidentelles et les mesures de sécurité inhérentes.

■ Les déchets solides ou pâteux produits par l'établissement seront stockés avant leur valorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (notamment prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) ni de dangers ou inconvénients tels que définis à l'article 1^{er} de la loi N° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Ceux susceptibles de contenir des produits polluants seront stockés sur une aire plane, étanche, munie au minimum d'un système de drainage des eaux de pluie vers un fossé de récupération et d'un point de collecte.

■ Ces déchets avant leur valorisation ou leur élimination seront stockés dans des récipients (réservoir, fûts...) en bon état placés dans des cuvettes de rétention étanches conformes aux dispositions de l'article 3.2.2 de l'arrêté ministériel du 6 janvier 1994 susvisé.

■ Les déchets industriels qui ne peuvent pas être valorisés sont éliminés dans des installations régulièrement autorisées au titre de la loi N° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée, dans des conditions nécessaires pour assurer la protection de l'environnement. L'exploitant doit être en mesure d'en prouver l'élimination sur demande de l'inspection des Installations Classées.

■ L'exploitant s'assurera que les transporteurs et collecteurs dont il emploie les services respectent les règles de l'art en matière de transport, de transvasement ou de déchargement, et les réglementations applicables à leur activité (notamment le règlement sur le transport des matières dangereuses pour les déchets industriels spéciaux).

■ En application du principe de proximité, l'exploitant limitera le transport des déchets en distance et en volume.

■ L'exploitant tiendra une comptabilité régulière et précise des déchets produits par son établissement. A cet effet, un registre sur lequel sont rapportées les informations suivantes est tenu à jour :

- natures et quantités des déchets de l'établissement en distinguant les déchets d'emballage,
- classification des déchets suivant la nomenclature officielle du 11 novembre 1997,
- dates des différents enlèvements pour chaque type de déchets
- identité des entreprises assurant les enlèvements de déchets,
- identité des entreprises assurant le traitement,
- adresse du centre de traitement, mode d'élimination,
- les termes du contrat de cession passé avec l'exploitant agréé ou l'intermédiaire déclaré pour les déchets d'emballage. Le contrat mentionnera la nature et les quantités de déchets d'emballage pris en charge.

Ce registre est mis, à sa demande, à la disposition de l'inspection des Installations Classées.

■ Pour faire application du décret du 13 juillet 1994 réglementant l'élimination des déchets d'emballages dont les détenteurs ne sont pas les ménages, l'exploitant est tenu :

- soit d'éliminer ou de faire éliminer ses emballages par valorisation matière ou énergétique dans des installations agréées.
- soit de les remettre à un intermédiaire assurant une activité de transport, négoce, courtage de déchets, régie par l'article 8 du décret susvisé.

Dans le cas de cession des déchets à un tiers, celle-ci doit faire l'objet d'un contrat.

3.5 - Sécurité Incendie

3.5.1 - Généralités

■ L'exploitant prend toutes dispositions pour prévenir les incidents et les accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées pour obtenir et maintenir cette prévention des risques. Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

■ Les organes de manœuvre importants pour la mise en sécurité de l'installation et pour la maîtrise d'un sinistre éventuel, tels que vannes de gaz, arrêts coups de poing^{1/4} sont implantés de façon à rester manœuvrables en cas de sinistre et/ou sont installés de façon redondante et judicieusement répartis.

■ Tous les travaux de réparation ou de maintenance sortant du domaine de l'entretien courant ou mettant en œuvre une flamme nue ou des appareils générateurs d'étincelles ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un permis de feu ou de travail dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée.

■ Ces travaux ne peuvent s'effectuer qu'en respectant les règles définies par une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant et jointe au permis de feu ou de travail.

■ Toutes les vérifications concernant notamment les moyens de lutte contre l'incendie, les installations électriques, les dispositifs de sécurité, doivent faire l'objet d'une inscription sur un registre ouvert à cet effet avec les mentions suivantes :

- date et nature des vérifications,
- personne ou organisme chargé de la vérification,
- motif de la vérification : vérification périodique ou suite à un accident et, dans ce cas, nature et cause de l'accident.

■ Un éclairage de sécurité doit être réalisé conformément à l'arrêté du 10 novembre 1976.

Les installations électriques sont réalisées, exploitées et entretenues conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art, elle est distincte de celle du paratonnerre, la valeur de résistance de terre est maintenue inférieure aux normes en vigueur.

Les installations sont protégées contre les effets de la foudre, conformément à la circulaire et à l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 ainsi qu'à la norme NF-C 1700.

⇒ Tous les appareils à pression en service dans l'établissement devront satisfaire aux prescriptions du décret du 2 avril 1926 modifié pour les appareils à pression de vapeur et du décret du 18 janvier 1943 pour les appareils à pression de gaz.

⇒ Le réseau d'eau d'incendie sera protégé contre le gel et comportera des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture lors d'un sinistre par exemple, puisse être isolée.

Des extincteurs appropriés aux risques seront également disponibles sur le site en nombre suffisant ; ils seront régulièrement vérifiés et leur emplacement clairement signalé.

⇒ Les installations seront en permanence accessibles facilement par les services de secours. Les aires de circulation seront aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

⇒ L'accès à l'usine sera réglementé.

⇒ Les produits chimiques seront stockés par famille en fonction de leur dangerosité et de leur explosivité.

3.5.2 - Prescriptions particulières

3.5.2.1 - Moyens en alimentation d'eau

Les moyens mis en place pour l'alimentation en eau d'extinction d'incendie seront correctement entretenus et leur fonctionnement régulièrement vérifié. L'adéquation des moyens mis en place aux besoins sera soumise à l'approbation des Services d'Incendie et de Secours.

3.5.2.2 - Matériel mobile d'intervention

L'inventaire de ce matériel sera également soumis à l'approbation des Services d'Incendie et de Secours. Il sera correctement entretenu et remplacé en tant que de besoin.

3.5.2.3 - Plans et exercices de lutte contre l'incendie

■ Le schéma des réseaux de lutte contre l'incendie sera tenu et communiqué au Chef de Corps des Sapeurs Pompiers de la Ville d'Arles. Il en sera de même pour l'inventaire du matériel mobile visé au paragraphe précédent et pour les plans de circulation et d'accès aux installations.

■ Des exercices périodiques de lutte contre l'incendie seront organisés par l'exploitant avec la collaboration des Sapeurs Pompiers dans la limite des moyens disponibles par ces Services ; ces exercices devront permettre aux divers personnels de mettre en œuvre l'ensemble des équipements de lutte et de défense contre l'incendie et d'évaluer les temps d'intervention nécessaires lors d'incidents simulés.

3.6 - Dépôt de liquides inflammables

Les dépôts de liquides inflammables doivent être conçus et exploités conformément aux dispositions de l'arrêté type 253.

3.7 - Utilisation de sources radioactives

Le matériel équipé de sources radioactives est destiné à mesurer en continu le grammage des papiers à la sortie des machines.

Leur utilisation et leur stockage seront conformes aux prescriptions de l'arrêté type n° 1720.

ARTICLE 4 - DISPOSITIONS DIVERSES

■ L'administration pourra demander à tout moment la réalisation de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux ou de déchets ou de sol ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores de l'installation. Les frais occasionnés seront à la charge de l'exploitant.

■ Rappel des échéances

OBJET	Echéance
Recyclage des eaux des pompes à vide	31 décembre 1998
Mesure en continu du COT	31 mars 1999
1 ^{er} programme de réduction des flux polluants	30 septembre 1999
2 ^{ème} programme de réduction des flux polluants	31 décembre 2000
Traitement des eaux du parc vieux papiers	31 décembre 2000

ARTICLE 5 -

L'exploitant devra en outre se conformer aux dispositions :

- a) du livre II du Code du Travail sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs,
- b) du décret du 10 juillet 1913 sur les mesures générales de protection et de salubrité applicables dans tous les établissements industriels ou commerciaux,
- c) du décret du 14 novembre 1988 sur la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques.

ARTICLE 6 -

L'établissement sera soumis à la surveillance de la Police, de l'Inspection des Services d'Incendie et de Secours, de l'Inspection des Installations Classées et de l'Inspection du Travail.

Des arrêtés complémentaires pourront fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1976 modifiée, rend nécessaire ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien ne sera plus justifié.

ARTICLE 7 -

En cas d'infraction à l'une des dispositions qui précèdent, il pourra être fait application des sanctions prévues par des dispositions de l'article 23 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée, relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

Sauf le cas de force majeure, cette autorisation perdra sa validité si l'établissement n'est pas exploité pendant deux années consécutives.

ARTICLE 8 -

Les prescriptions techniques contenues dans les arrêtés :

- n° 82/1973 du 23 septembre 1975,
- n° 61-1982 A du 6 décembre 1982,
- n° 85-148/49-1985 A du 30 octobre 1985

ne sont plus applicables à compter de la date de notification du présent arrêté à l'exclusion du paragraphe I.1 de l'article 1^{er} de l'arrêté n° 61-1982 A du 6 décembre 1985.

ARTICLE 9 -

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

ARTICLE 10 -

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 11 -

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le Sous-Préfet d'ARLES,
- Le Maire d'ARLES
- Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,
- Le Directeur Régional de l'Environnement,
- Le Chef du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile,
- Le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,
- Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- Le Directeur Départemental de l'Equipeement,
- Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,

et toutes autorités de Police et de Gendarmerie,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un avis sera publié et un extrait affiché conformément aux dispositions de l'article 21 du décret n° 77-1133 du 21 Septembre 1977 modifié.

POUR COPIE CONFORME
par délégation
Le Chef de Bureau,

M. Inve
Martine INVERNON



MARSEILLE, le 15 OCT, 1998

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

P. Scubelet
Pierre SCUBELET

